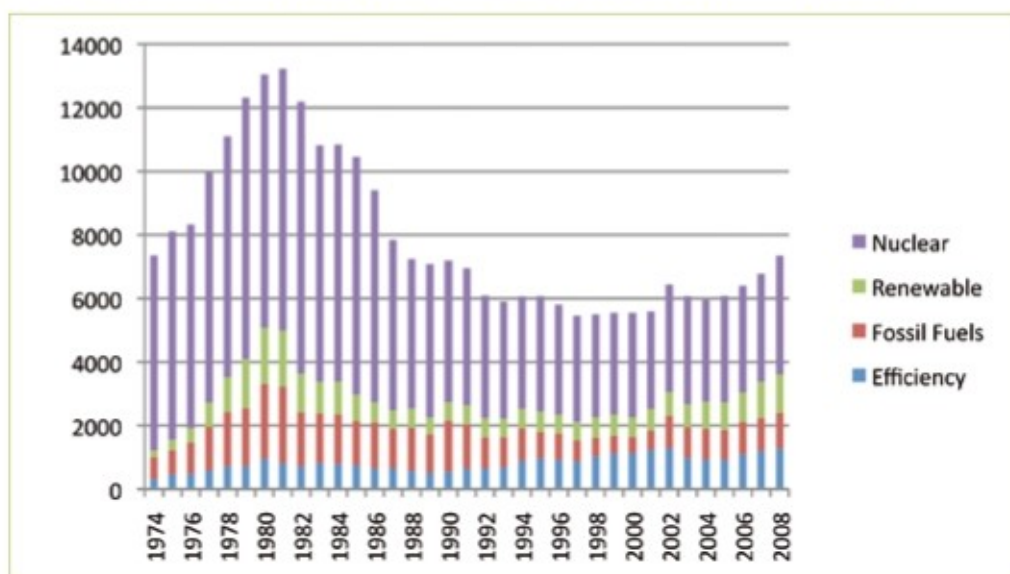


Recherche: donnons les mêmes moyens aux énergies renouvelables qu'au nucléaire

Lorsque l'on compare l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables, on a toujours l'impression que l'on part sur le même pied d'égalité. Et pourtant...

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a établi un tableau comparatif des moyens investis dans la recherche pour le nucléaire et pour les autres technologies dans les pays de l'OCDE. Les résultats sont édifiants : **entre 1974 et 2008, 54% des moyens ont été accordés au nucléaire, et seulement 10% à l'ensemble des énergies renouvelables** (même les énergies fossiles ont reçu davantage, avec 15% des fonds). Aujourd'hui, on pourrait penser que les choses ont changé et que la tendance s'est inversée. Malheureusement non ! En 2008, la recherche sur le nucléaire absorbait toujours plus de la moitié des fonds. Mais alors, pourquoi ?

Figure 18: National Research and Development Budgets in OECD Countries (US\$mil)



Source: IEA, 2010⁶⁹

On peut répondre à cette question en examinant ce qui se passe en Suisse. Le Conseil fédéral, dans une réponse de mai 2008 au postulat de l'ancienne conseillère aux États Gisèle Ory intitulé « Coûts réels de l'énergie nucléaire », présente un tableau qui résume les dépenses publiques et privées en faveur de la recherche énergétique en 2005. Ces chiffres montrent que le privé dépense 10 fois plus que le public pour le domaine de l'utilisation efficace de l'énergie, 3 fois plus pour les énergies renouvelables; mais pour le nucléaire, c'est le public qui dépense 2 fois plus que le privé. Cet état de fait montre que l'économie privée a compris que l'avenir résidait dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, que le monde de l'économie ne croit pas au nucléaire et que si cette énergie veut continuer de faire l'objet de recherche, elle doit se tourner vers l'État, et donc vers nos impôts.

Voilà pourquoi les fonds engagés par l'État dans le nucléaire sont aussi importants. On peut dès lors se demander si c'est vraiment un choix judicieux de la part de nos autorités ! Le Conseil fédéral vient de lancer le *Masterplan Cleantech*. Le marché mondial de ces technologies vertes représentait en 2008 220 milliards d'euros et représentera en 2017 plus de 1000 milliards. L'énergie devrait occuper un tiers de ce marché. La Suisse ne doit pas rater ce train et il ne suffit pas de parler de *cleantech* : il faut réorienter les fonds publics vers ces technologies.

On ne cesse de nous rabâcher les oreilles en prétendant que le nucléaires est rentable et qu'il rapporte des millions. Alors pourquoi a-t-on besoin de fonds publics pour la recherche ? Est-ce que des entreprises rentables comme Nestlé viennent demander à l'État des fonds pour la recherche alimentaire ?

Même les pays du G8 commencent à se poser des questions, puisqu'ils affirment, dans une déclaration

commune, « les pays du G8 devraient prendre des mesures pour supprimer toute incitation financière ou autre forme de soutien aux technologies énergétiques environnementalement nocives, et élaborer et instaurer des mécanismes de marché qui s'attaquent au problème des externalités, pour permettre aux technologies énergétiques renouvelables d'être en concurrence sur le marché sur une base plus égale et plus juste ».

Ce qui est incroyable dans cette affaire, ce sont les progrès étonnants que les différentes énergies renouvelables ont faits malgré le peu de moyens mis à leur disposition. Je n'ose imaginer où on en serait aujourd'hui si nous avions orienté plus justement ces fonds au début du siècle !

Le solaire a réussi à diviser ses coûts par 20 en 30 ans. Les perspectives sont très réjouissantes puisque l'industrie photovoltaïque espère atteindre 2 euros/Wp d'ici 5 ans. Cela permettra d'atteindre des coûts d'installation en Suisse de 15 cts/kWh, avec un taux de 2% (soit un intérêt deux fois plus important que ce que vous donne votre banque !). D'ici une dizaine d'années, ces coûts pourraient être encore divisés par 2. Pour l'éolien, on est passé de turbines de 50 kW dans les années 80 à des machines de 7,5 MW aujourd'hui. Cela signifie que la production de 150 éoliennes de 50 kW est équivalente à une seule éolienne de 7,5 MW. Avec une telle progression, on comprend pourquoi il s'est installé, durant les 6 premiers mois de 2010, plus de 16'000 MW de puissance éolienne dans le monde, soit l'équivalent en puissance de pointe de 16 centrales nucléaires comme Gösgen.

Mais ce ne sont pas les seules énergies renouvelables sur lesquelles on peut compter pour produire de l'électricité. Il y a aussi le biogaz. Comment expliquer qu'aujourd'hui 90% de nos déchets verts ménagers sont purement et simplement brûlés, alors qu'on devrait les éliminer dans des fermenteurs pour produire du biogaz, qui permettra d'obtenir de l'électricité. Avez-vous déjà songé à brûler vos restes de pâtes dans votre cheminée ?

La géothermie a beaucoup fait parler d'elle, en particulier à cause de la petite secousse sismique qu'elle a engendrée à Bâle en 2006. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que les fonds pour la recherche étaient tellement faibles, que les initiateurs du projet n'ont pas pu faire d'essais préalables et que pour limiter les coûts, ils ont essayé de générer des fracturations de la roche plus rapidement que prévu. En 2003, alors que 21 millions de francs étaient alloués à la recherche sur la fission nucléaire, seulement 3 millions l'étaient pour la géothermie. Après ça, il ne faut pas s'étonner que l'on pousse les scientifiques à la faute. Faut-il pour autant arrêter ce projet ? Après l'accident nucléaire de Lucens en 1969, a-t-on arrêté de faire du nucléaire en Suisse ?

La Suisse est le château d'eau de l'Europe et notre potentiel hydraulique est encore grand. Songez qu'en 1900, on disposait de plus de 8000 petites centrales hydrauliques, alors qu'en l'an 2000 seules 800 subsistaient. Le pétrole bon marché et le nucléaire subventionné ont eu raison de ces installations. La bonne nouvelle, c'est que nombre de ces ouvrages, en ruine pour la plupart, existent encore et ils peuvent être rénovés. Là encore, malgré notre position de pointe dans l'hydraulique, les moyens alloués à la recherche sont ridicules, puisqu'en 2007 ils se montaient à 4 millions, contre 40 millions pour l'énergie nucléaire.

Nos autorités doivent prendre un tournant important et réorienter rapidement les fonds alloués au nucléaire vers les énergies renouvelables. Mme Doris Leuthard, Conseillère fédérale nouvellement en charge du Département de l'énergie, serait bien inspirée de se libérer du lobby nucléaire qui lui colle à la peau. Elle ferait bien d'appliquer ses propres théories sur les *cleantech*, qu'elle a défendues lorsqu'elle était encore au Département de l'économie, au profit des énergies renouvelables.

Dr Isabelle Chevalley, présidente d'Ecologie libérale